

Depuis les attentats du 11 sep. la notion d'incertitude aura un tout nouveau sens pour les prévisionnistes. Il serait plus juste de parler de confusion.

Le brouillard se dissipe Après le

par M. Stephen S. Poloz, vice-président et Canada (anciennement SEE)

Le principal déterminant de l'avenir des sociétés canadiennes exportatrices est l'économie américaine, laquelle repose sur ses consommateurs. Dans la foulée du 11 septembre, le grand imprévisible aura été l'incidence des attentats terroristes sur la psychologie des consommateurs et leur volonté de dépenser.

La confiance du consommateur américain a faibli d'une douzaine de points en octobre et a chuté de 3 autres points en novembre, pour passer à 82. Heureusement, cette baisse n'a pas été aussi aiguë que celle de 20 points qui a suivi le bombardement du World Trade Center en 1993, occasionnant un bref recul de l'économie, ni que celle de près de 50 points à l'époque de la guerre du Golfe, qui a provoqué une récession profonde et éprouvante. Néanmoins, le marché du travail américain est assailli partout, et 800 000 emplois ont été perdus en octobre et en novembre. La population craint donc un deuxième ralentissement de l'activité économique qui risquerait de miner encore plus la confiance du consommateur et de retarder la reprise. Autrement dit, il est encore trop tôt pour fêter.

Malgré cela, les ménages américains n'ont pas cessé d'acheter : des maisons, des voitures et un tas d'autres choses. La consommation soutenue en dépit du déclin de la confiance témoigne de l'efficacité des politiques budgétaires et monétaires stimulantes qui sont en cours. L'affaiblissement de la confiance inciterait normalement les consommateurs à économiser davantage. Certes, les dernières stati-

LE SERVICE DES
DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX
DU CANADA *Au service des entreprises canadiennes à l'étranger*

Contactez-nous à www.infoexport.gc.ca


*Les secteurs du pétrole,
du gaz et de l'électricité*

*Vos contacts sectoriels en Afrique
sub-saharienne*

 **Sénégal**
Voulimata N'Diaye
Agent commercial

Ambassade du Canada
Dakar, Sénégal
T : (011-221) 823-92-90
F : (011-221) 823-87-49

 **Tanzanie**
Gaspar Tarimo
Agent commercial
Haut-commissariat du Canada
Dar-es-Salaam, Tanzanie
T : (011-255-22) 211-2837
F : (011-255-22) 211-6897

 **Zambie**
Benoit Gauthier
Délégué commercial
Haut-commissariat du Canada
Lusaka, Zambie
T : (011-260-1) 25-08-33
F : (011-260-1) 25-41-76

 **Zimbabwe**
Bertha Faranisi
Agente commerciale
Haut-commissariat du Canada
Harare, Zimbabwe
T : (011-263-4) 252-181
F : (011-263-4) 252-186

Le Service des délégués commerciaux aide les sociétés novices ou expérimentées qui ont étudié et choisi leurs marchés-cibles.

Le commerce canadien en revue

Rapport trimestriel sur la performance commerciale du Canada
Troisième trimestre de 2001

Ce rapport trimestriel sur le commerce et l'investissement décrit la croissance économique du Canada au cours du troisième trimestre de 2001 et souligne sa performance dans des secteurs et des marchés clés.

Faiblesse persistante des exportations canadiennes et recul des importations au troisième trimestre de 2001

Au troisième trimestre de 2001, le ralentissement de l'économie américaine, conjugué aux performances médiocres des économies d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, a contribué au déclin de la demande internationale de biens et services canadiens.

Les exportations de biens et services du Canada ont décliné, en dollars courants, de 21,4 % (taux annuel désaisonnalisé¹) au troisième trimestre — poursuivant ainsi la diminution amorcée au trimestre précédent après quatre années de croissance ininterrompue.

Contrairement à ce qui avait été observé au deuxième trimestre, les importations ont aussi reculé au troisième trimestre. Les importations de biens et de services ont connu une baisse globale de 10,3 % entre juillet et septembre.

Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a fléchi de 0,8 % au troisième trimestre, perdant notamment 0,3 point de pourcentage en raison de la détérioration du commerce extérieur. Malgré ce déclin global du PIB réel, les investissements des entreprises ont progressé durant le trimestre, menés par des dépenses accrues dans les secteurs de la machinerie et de l'équipement.

La création d'emploi a ralenti durant le trimestre, avec la création de seulement 12 300 emplois, contre 40 000 au deuxième trimestre et 34 000 au premier trimestre. Le taux de chômage moyen a légèrement progressé,

Tableau 1 : Indicateurs économiques et commerciaux du Canada

Variation en pourcentage des taux annuels Du deuxième au troisième trimestre de 2001	
PIB réel	-0,8
Chômage (<i>augmentation trimestrielle, niveau</i>)	12 300
Taux de chômage (<i>moyenne en % au troisième trimestre</i>)	7,1
Indice des prix à la consommation (<i>évolution en pourcentage du troisième trimestre de 2001 par rapport au troisième trimestre de 2000</i>)	
Tous les articles	2,7
Fondamental (<i>sauf la nourriture et l'énergie</i>)	2,3
Valeur du \$CAN par rapport au \$US (<i>moyenne au troisième trimestre</i>)	0,6468
Exportations de biens et de services (<i>en dollars courants</i>)	-21,4
Importations de biens et de services (<i>en dollars courants</i>)	-10,3

Source : Statistique Canada

passant de 7,0 % au deuxième trimestre à 7,1 % au troisième — et dépassant de peu le taux de 6,8 % enregistré en 2000, qui était le plus bas en 26 ans.

Après avoir atteint 3,5 % au deuxième trimestre, l'inflation globale a été ramenée à 2,7 % au troisième trimestre, tandis que l'inflation de base (qui exclut les aliments et l'énergie) est demeurée stable par rapport au trimestre précédent, soit 2,3 %. L'inflation s'est donc maintenue dans la fourchette cible de 1 à 3 % établie par la Banque du Canada.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,647 \$US pendant la période, affichant une légère baisse par rapport au trimestre précédent où il cotait 0,649 \$US.

¹ Pour rendre les données trimestrielles comparables aux données annuelles, les chiffres pour un trimestre sont corrigés en fonction des variations saisonnières, puis multipliés par quatre pour obtenir le taux annuel désaisonnalisé. Tous les chiffres, sauf ceux portant sur les investissements, sont exprimés selon le taux annuel désaisonnalisé, à moins d'indication contraire.

Préparé par la Direction de l'analyse commerciale et économique (EET)

